



MINISTÈRE DE LA CULTURE
DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES AUVERGNE RHONE ALPES

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(C.C.A.P.)

Fouille d'office sur une surface maximum de 430 m²
2 RUE PELOUX – VALENCE (26)

Table des matières

1. CONTEXTE-OBJET DU MARCHE- DISPOSITIONS GENERALES.....	5
1.1 Contexte	5
1.2. Objet de l'accord cadre	6
1.4. Etendu de l'accord cadre.....	6
1.5. Lieu d'exécution	6
1.6. Langue	6
2. INTERVENANTS.....	6
2.1 Maître d'ouvrage de l'opération de fouille d'office	6
2.2 Maître d'ouvrage du projet de construction à Valence	6
3. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	7
4. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
4.1 Représentation des parties	7
4.2 Formes des notifications et informations	7
4.3 Durée et délais.....	8
4.3.1 Durée de l'accord cadre	8
4.3.2 Délais d'exécution	8
4.4 Obligations du titulaire.....	8
4.4.1 Obligation d'information	8
4.4.2 Obligations de confidentialité	8
4.4.3 Accès au site	9
4.5 Constat d'état des lieux.....	9
4.6. Implantation des ouvrages.....	10
4.7 Préparation – exécution des fouilles.....	10
4.7.1. Période de préparation	10
4.7.2. Organisation - Hygiène et sécurité du chantier.....	10
4.7.3. Exécution des travaux	12
4.7.4 Registre de chantier	13
4.7.5 Ouvrages et travaux – remise en état des lieux.....	13
4.7.6 Traitement des stockages de déblais	13
4.7.7 Remblaiement des ouvrages	13
4.7.8 Assainissement et drainage provisoire du chantier	13
4.8 Contrôles et réception des travaux.....	13
4.8.1. Réception.....	13
4.8.2. Documents fournis après exécution.....	13
4.9. Considérations sociales	14

4.10. Considérations environnementales	14
4.11 Traitement de données à caractère personnel	15
4.12. Obligations administratives en cours d'exécution	16
4.13. Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence	16
5. REGIME FINANCIER.....	20
5.1.1. Monnaie	20
5.1.2. Taux de TVA.....	20
5.1.3. Frais particuliers	20
5.3. Variation des prix.....	21
5.4. Modalités de rémunération du titulaire et de règlement des comptes	21
5.4.1. Avances.....	21
5.4.2. Acomptes.....	22
5.4.3. Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s).....	22
5.4.4. Projets de décompte	22
5.5. Intérêts moratoires	25
5.6. Modalités de facturation.....	25
5.6.1. Mentions obligatoires	25
5.6.2. Transmission des factures	26
5.7. Travaux non prévus	27
5.7.1. Travaux modificatifs	27
5.7.2. Dépassement du montant initial des travaux	27
5.8 Régime des droits de propriété intellectuelle relatif aux résultats.....	27
5.8.1 Définitions	27
5.8.2 Régime des connaissances antérieures.....	28
5.8.3 Régime des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature relatifs aux résultats	29
5.8.4 Prix de la cession des droits.....	30
6. SOUS-TRAITANCE.....	30
7. PENALITES.....	30
7.1. Pénalités pour retard dans l'exécution des fouilles	31
7.2. Pénalités pour retard et absence de participation ou retard aux réunions de chantier	31
7.3. Pénalités liées au repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	31
7.4. Plafonnement des pénalités.....	31
7.5. Seuil d'exonération des pénalités	31
8. RESPONSABILITE ET ASSURANCES.....	31
8.1 Responsabilité	31

8.2. Assurances de responsabilité civile de droit commun	31
8.3. Assurances de responsabilité civile décennale	32
8.4 Dispositions communes.....	32
9. RESILIATION	33
10. DIFFERENDS ET LITIGES	33
10.1. Différends	33
10.2. Litiges et contentieux	33
11. DEROGATIONS AU CCAG	34

1. CONTEXTE-OBJET DU MARCHE- DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Contexte

Lors de la démolition de l'ancien immeuble, dans le cadre du PC 026 362 23 00077 porté par la SC PELOUX, déposé en mairie le 18/09/2023 et autorisé le 17 avril 2024, la purge des fondations d'une cave a fait apparaître des ossements humains. Le recours des tiers était dépassé et n'a pas permis de réclamer le dossier pour instruction comme le prévoit l'article R. 523-7 du code du patrimoine.

La découverte se situe à 126 m au sud de la limite de la zone 5 de la ZPPA (arrêté 06-55 du 30 janvier 2006).

Signalement de l'aménageur à l'Inrap le 4/12/2025, qui en a averti le SRA le jour même ainsi que la gendarmerie. Le chantier a été arrêté par le maître d'ouvrage à cette occasion. Le 5/12/2025, M. Teyssonneyre (SRA) s'est rendu sur site accompagné d'une anthropologue de l'Inrap (Mme Dal Col). Les ossements se rapportent aux squelettes incomplets de trois individus de taille adulte.

Le Service régional de l'archéologie a autorisé la reprise du chantier de démolition en demandant à l'aménageur de suspendre les purges des fondations ayant occasionné les découvertes.

Une réunion en visio-conférence s'est tenu le 10 décembre 2025 en présence de l'aménageur, de la maîtrise d'ouvrage, de la conservatrice régionale adjointe de l'archéologie et du gestionnaire du territoire.

L'absence d'éléments de datation et de caractérisation de l'état sanitaire des vestiges anthropobiologiques ont conduit le SRA à planifier avec la coopération des propriétaires et de la maîtrise d'ouvrage, **une opération d'évaluation archéologique** afin de préciser l'étendue des vestiges.

Les six sondages répartis sur l'ensemble du terrain (898 m²), ont permis de couvrir 10,5 % de la surface de l'emprise du terrain. L'ensemble des sondages a livré des ossements humains en place ou remobilisés. Les tombes apparaissent entre 0,3 et 0,5 m de profondeur sous le niveau de chantier. Chaque secteur est marqué par une architecture ou un appareil funéraire différent, ce qui pourrait impliquer une organisation socio-spatiale particulière ou encore une occupation funéraire de longue durée. A une exception près, les cinq nappes d'ensevelissement reconnues ont néanmoins en commun une orientation ouest-est (tête à l'ouest, regardant vers l'est) en accord avec le rite chrétien.

Toutefois un vaste creusement vraisemblablement lié à l'installation ou la déconstruction de l'ancienne grande surface (Leclerc) a largement tronqué les niveaux funéraires sur la partie nord-est et centre-est de l'emprise, entre 1,1 et 1,3 m de profondeur. L'emprise de ce dernier, dont la limite septentrionale n'a pas été observée, se développe à minima sur 22,1 m de long pour 11,05 m de largeur.

Au final, il semble que la partie méridionale du site présente une occupation funéraire plus lâche avec au moins deux d'orientations distinctes et dont l'architecture des inhumations paraît plus ancienne que celles découvertes dans la partie nord-ouest de l'emprise.

La densité des découvertes dans ce secteur, ainsi que les modes d'inhumation reconnus, peuvent être rapprochés de ceux d'un lieu d'ensevelissement communautaire, dont l'édifice n'a pas été localisé dans les sondages. Les sépultures mises au jour devaient originellement recouvrir l'intégralité de la parcelle.

En l'espèce, l'évaluation archéologique n'a pas permis d'établir les limites de cet ensemble funéraire se développant manifestement le long de l'axe viaire installé par Agrippa.

Les résultats de l'évaluation archéologique ont permis de combler un vide archéologique dans cette partie du territoire communal où une nécropole était pressentie par les chercheurs. Ils se conjuguent pour restituer une occupation funéraire d'une grande valeur heuristique manifestement datable entre l'Antiquité tardive et le premier Moyen Âge central.

1.2. Objet de l'accord cadre

L'accord cadre a pour objet la **réalisation d'une opération de fouille d'office, sur une surface maximale de 430m²** sur une partie du projet de construction d'un immeuble de 16 logements situé au 2 Rue Peloux à Valence dans la Drôme.

Il comprend **une partie forfaitaire** :

Phase 1- correspondant à la fouille de 100 sépultures individuelles

et **des parties à bon de commande** correspondant à

- Phase 2- fouille de 200 sépultures individuelles supplémentaires éventuelles
- Phase 3 - fouille d'une structure d'une complexité inattendue (cave, structure artisanal, puits, édifice funéraire)
- Phase 4- réalisation de la post-fouille.

1.3. Allotissement

Les prestations du marché n'étant pas sécables techniquement, le présent accord-cadre n'est pas alloti.

1.4. Etendu de l'accord cadre.

Le présent accord cadre est passé avec un montant minimum correspondant à la partie forfaitaire et avec un montant maximum **de 1 200 000 HT**.

1.5. Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution des prestations objets de la consultation est la commune de Valence (Drôme) au 2 rue Peloux pour la partie fouille (Phase 1 à 3).

La partie post-fouille (Phase 4) est réalisée dans les locaux du titulaire qui reste responsable jusqu'à la remise du rapport, du mobilier et de la documentation archéologique.

1.6. Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

2. INTERVENANTS

2.1 Maître d'ouvrage de l'opération de fouille d'office

La maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre sont assurées par la Direction Régionale des affaires culturelles Auvergne-Rhône-Alpes- Le Grenier d'abondance - 6 quai St-Vincent - 69283 Lyon cedex 01. Le service en charge de l'opération est le service régional de l'archéologie.

2.2 Maître d'ouvrage du projet de construction à Valence

La maîtrise d'ouvrage du projet de construction à Valence est portée par la SC PELOUX sis au 31 chemin du Vieux Chêne à MEYLAN (38240)

3. DOCUMENTS CONTRACTUELS

L'accord cadre est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et son annexe financière ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- les plans et documents graphiques ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux ;
- le cahier des clauses techniques générales applicable aux prestations objet du marché ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- les éléments de l'offre suivants :
 - le mémoire technique ;
 - le planning prévisionnel ;
 - le devis détaillant les prix par poste, en cohérence avec l'annexe financière.

4. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1 Représentation des parties

L'interlocuteur chargé du suivi de l'exécution des prestations est désigné par le maître d'ouvrage lors de la notification de l'accord cadre. Le maître d'ouvrage informe de toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès du maître d'ouvrage pour les besoins de l'exécution de l'accord cadre. Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire. Le titulaire s'engage à informer sans délai le maître d'ouvrage de toute modification d'interlocuteur.

4.2 Formes des notifications et informations

Le maître d'ouvrage notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

En cas de dématérialisation, les échanges se font par messagerie électronique. Les ordres de service sont émis conformément à l'article 3.8 du CCAG de travaux.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché. En cas de manquement, le maître d'ouvrage ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

4.3 Durée et délais

4.3.1 Durée de l'accord cadre

Le présent accord cadre est conclu **pour une durée de 4 ans** à compter de sa date de notification. L'accord cadre n'est pas reconductible.

4.3.2 Délais d'exécution

Le démarrage de l'opération de fouille est attendu pour le début du mois de septembre 2025.

Conformément à l'article 6, la durée minimale de la fouille, pour la partie forfaitaire, sera de **40 jours** ouverts hors décapage, avec une équipe de l'ordre de 10 personnes hors encadrement.

Il est attendu que la phase de terrain de l'opération de fouille – partie forfaitaire et partie à bon de commande, s'inscrive dans un délai estimé à **4 mois**.

La post-fouille est réalisée dans un délai maximum de **24** mois à l'issue de la phase terrain.

Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution des fouilles et de la post fouille (précisant la date de démarrage des travaux et la durée d'exécution) est élaboré par le titulaire, **remis dans son offre**, et donne lieu à une validation par la maîtrise d'ouvrage.

Le dépassement des délais précisés dans le calendrier prévisionnel est susceptible de donner lieu à l'application de pénalité.

4.4 Obligations du titulaire

4.4.1 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

4.4.2 Obligations de confidentialité

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse du maître de l'ouvrage, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution. Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

Le maître d'ouvrage peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

4.4.3 Accès au site

Le titulaire est réputé avoir :

- pris connaissance du ou des sites sur lesquels vont se dérouler les travaux et apprécié toutes les difficultés d'exécution, qu'elles aient trait aux accès, aux aires de stockage disponibles et plus généralement à tout ce qui concerne leur exécution,
- collecté auprès des services publics ou assimilés toutes les informations qui peuvent lui être utiles pour la conduite de l'opération de fouille (notamment services municipaux, services des eaux gaz, électricité).

Organisation de visites de chantier

Le titulaire doit nécessairement accompagner et diriger les visites qui seraient réalisées à la demande du maître de l'ouvrage, pour le compte de tiers – école, élus.... Il met à cet effet, le cas échéant, à disposition l'ensemble des équipements de protection individuelle nécessaires en nombre et tailles suffisantes ou l'ensemble des éléments de signalisation nécessaires.

Il est tenu à un devoir de conseil du maître d'ouvrage, notamment en matière de sécurité des tiers étrangers au chantier et son attention est attirée sur le fait qu'il a tout pouvoir pour interdire l'accès à son chantier s'il estime que les conditions de sécurité minimales nécessaires à une visite de tiers ne sont pas assurées.

Reportage vidéo/photographique

Le titulaire est informé que le maître d'ouvrage, dans le cadre d'une démarche de communication et de médiation sur le chantier, se réserve la possibilité de production de séquences vidéo/reportage photographique réalisées pendant les phases marquantes de l'accord cadre. A ce titre le titulaire s'assure de l'acceptation des intervenants aux chantiers à figurer et à participer (explications métiers ...) dans lesdites production de vidéos/photographies.

Ces vidéos/photographies appartiennent au producteur - le maître d'ouvrage - et sont libres de tous droits d'exploitation (droits de représentation et droits de reproduction). Elles peuvent être utilisés sur tous supports connus ou inconnus à ce jour.

4.5 Constat d'état des lieux

Un état des lieux contradictoire tripartite est dressé en présence de représentants notamment :

- du maître d'ouvrage du projet de construction de la SC Peloux représenté par M. Sabatier.
- du maître d'ouvrage de l'opération de la fouille d'office - DRAC Auvergne-Rhône-Alpes
- du titulaire

Cet état des lieux contradictoire doit permettre, le cas échéant, la mise à disposition des emprises destinées aux installations de chantier/base de vie.

Ce constat contradictoire est notifié au titulaire.

Il est procédé de même chaque fois que le titulaire a à intervenir dans de nouveaux espaces mis à sa disposition.

Le titulaire ne peut se prévaloir, que ce soit pour se soustraire aux obligations de l'accord cadre ou pour prétendre à une augmentation de prix, des sujétions pouvant résulter :

- des mesures de sécurité lui incombant,

- de l'exploitation du domaine public et des services publics,
- de l'exécution simultanée d'autres travaux.

4.6. Implantation des ouvrages

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, le titulaire du marché prend toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé. Il prévient le représentant de la SC PELOUX et la maîtrise d'ouvrage. Il se met en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau.

Le maître d'ouvrage peut ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

4.7 Préparation – exécution des fouilles

4.7.1. Période de préparation

Il est procédé, au cours de cette période de préparation, aux opérations énoncées ci-après :

Par le maître d'ouvrage :

- autorisation d'accès au site ;
- les moyens et installations mis à disposition le cas échéant
- l'approbation du calendrier détaillé d'exécution ;
- l'organisation de la réunion de lancement de la période de préparation ;
- l'approbation du projet des installations de chantier ;
- la déclaration d'ouverture de chantier ;

Par le titulaire :

- la remise des documents administratifs prévus par le marché ;
- la remise de la liste nominative des personnels intervenant sur le chantier ;
- la liste des personnes devant représenter l'entreprise aux réunions de chantier ;
- l'établissement du plan d'installation provisoire ;
- la DICT ;
- le projet de plan d'installation définitif prenant en compte les différentes adaptations.
- l'établissement et présentation au visa de la maîtrise d'ouvrage du calendrier détaillé d'exécution des travaux signé du titulaire du marché ;
- l'établissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) soumis au visa de la maîtrise d'ouvrage après l'inspection commune organisée par celle-ci. Cette inspection est obligatoire pour chaque titulaire, cotraitant, sous-traitant.

4.7.2. Organisation - Hygiène et sécurité du chantier

L'entrepreneur est tenu de remettre un plan particulier de sécurité et de santé au maître d'ouvrage, en application du premier alinéa de l'article L. 4532-9 et dispose de trente jours à compter de la réception du contrat signé par le maître d'ouvrage pour établir ce plan.

Ce plan particulier de sécurité et de protection de la santé mentionne les nom et adresse de l'entrepreneur ; il indique l'évolution prévisible de l'effectif sur le chantier ; il précise, le cas échéant, les noms et qualité de la personne chargée de diriger l'exécution des travaux.

II. - Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé comporte obligatoirement et de manière détaillée :

1° Les dispositions en matière de secours et d'évacuation, et notamment :

- a) Les consignes à observer pour assurer les premiers secours aux victimes d'accidents et aux malades
- b) L'indication du nombre de travailleurs du chantier qui ont reçu l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence ;
- c) L'indication du matériel médical existant sur le chantier ;
- d) Les mesures prises pour assurer, dans les moindres délais, le transport dans un établissement hospitalier de toute victime d'accident semblant présenter des lésions graves.

Lorsque ces dispositions sont prévues par le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, mention peut être faite du renvoi à ce plan.

2° Les mesures prises pour assurer l'hygiène des conditions de travail et celle des locaux destinés au personnel, en application notamment des dispositions du décret n° 65-58 du 8 janvier 1965. Il mentionne pour chacune des installations prévues leur emplacement sur le chantier et leur date de mise en service prévisible.

Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé est adapté aux conditions spécifiques de l'intervention. A cet effet, outre l'énumération des installations de chantier et des matériels et dispositifs prévus pour la réalisation de l'opération, le plan mentionne, en les distinguant :

1° Les mesures spécifiques prises par l'entreprise destinées à prévenir les risques spécifiques découlant

- a) De l'exécution par d'autres entreprises de travaux dangereux pouvant avoir une incidence particulière sur la sécurité et la santé des travailleurs de l'entreprise ou du travailleur indépendant ;
- b) Des contraintes propres au chantier ou à son environnement, en particulier en matière de circulations ou d'activités d'exploitation particulièrement dangereuses ;

2° La description des travaux et des processus de travail de l'entreprise pouvant présenter des risques pour la sécurité et la santé des autres intervenants sur le chantier, notamment lorsqu'il s'agit de travaux comportant des risques particuliers tels que ceux énumérés sur la liste prévue à l'article L. 235-6 ;

3° Les dispositions à prendre pour prévenir les risques pour la sécurité et la santé que peuvent encourir les salariés de l'entreprise lors de l'exécution de ses propres travaux.

Installations de chantier

Il est fait application des dispositions de l'article 31.1 du CCAG travaux. Les installations nécessaires à la vie du chantier sont réalisées par le titulaire (base-vie et autres équipements de chantier).

Les clôtures de chantier ayant déjà été installées, elles ne sont pas à la charge du titulaire.

Signalisation du chantier

Le titulaire met en place un dispositif de signalisation du chantier de fouille.

Mesures de limitation des bruits, nuisances et vibrations de chantier

Le titulaire prend, à ses frais, toutes les dispositions utiles pour atténuer la gêne occasionnée aux activités riveraines, pendant toute la durée de l'opération, et pour réduire autant que possible les nuisances de toute nature, notamment :

- bruits,
- odeurs, fumées, gaz,
- poussières, saletés,
- présence de débris divers et gravois,
- dégradation des voies d'accès du fait de la circulation des engins et camions,
- ouverture de tranchées.

Le titulaire doit s'assurer que les engins ne présentent pas de surcharge par rapport aux caractéristiques des voies d'accès empruntées.

En dérogation à l'article 34 du CCAG de travaux, les réparations des dégradations causées au domaine public sont intégralement à la charge du titulaire du marché.

Le titulaire est responsable des moyens et matériels qu'il emploie. A ce titre, il doit reconnaître les ouvrages environnants, et notamment, il doit appareiller les ouvrages sensibles pour contrôler l'effet des vibrations que ses travaux peuvent provoquer et s'assurer qu'elles ne sont pas néfastes aux ouvrages environnants.

Dispositions vis-à-vis des émissions de poussières

Le titulaire prend également toutes les dispositions nécessaires lors de l'exécution des fouilles pour limiter les émissions de poussières. Il mettra en œuvre toutes les dispositions qu'il jugera utile, notamment pour la protection des riverains.

Travail de nuit - Restrictions fin de semaine et jours fériés

Le titulaire respecte les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

4.7.3. Exécution des travaux

Tâches essentielles

Lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée pourra être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord du maître de l'ouvrage.

Réunions de chantier

Les réunions de chantier ont lieu une fois par semaine aux jours et heures fixées par le maître d'ouvrage.

Le représentant du titulaire doit avoir le pouvoir de l'engager et de donner sur le champ les ordres nécessaires aux personnels du titulaire sur le chantier. Toute absence du représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué entraînera l'application de pénalités. Est considérée comme une absence la représentation du titulaire par des personnes non qualifiées.

4.7.4 Registre de chantier

Conformément à l'article 28.5 du CCAG de travaux, l'ensemble des documents émis ou reçus par la maîtrise d'ouvrage, concernant le déroulement du chantier, est répertorié historiquement par le maître d'œuvre dans un registre de chantier signé contradictoirement par lui, et le titulaire ou chacun des membres, en cas de groupement d'opérateurs économiques.

4.7.5 Ouvrages et travaux – remise en état des lieux

Après achèvement des fouilles, le titulaire n'est pas tenu de procéder à la remise en état des emplacements utilisés mis à sa disposition et qui auront, du fait des fouilles, subies des dégradations.

Toutefois le titulaire reste responsable du nettoyage et de l'éventuelle remise en état des voies de circulation publique.

4.7.6 Traitement des stockages de déblais

De manière générale, tous les stockages sur chantier des matériaux issus des travaux décrits au présent CCTP seront mis en forme et une fermeture sera effectuée pour diminuer la pénétration de l'eau.

4.7.7 Remblaiement des ouvrages

Le remblaiement des ouvrages sera réalisé par le titulaire.

4.7.8 Assainissement et drainage provisoire du chantier

Le cas échéant, l'assainissement et le drainage provisoire sont dus par le titulaire pour la bonne exécution des fouilles.

4.8 Contrôles et réception des travaux

4.8.1. Réception

La réception des travaux s'effectue conformément à l'article 41 du CCAG de travaux.

4.8.2. Documents fournis après exécution

Les documents que doit remettre le titulaire, après exécution des fouilles et à l'issue de la post-fouille sont mentionnés au CCTP.

Par dérogations à l'article 40, le titulaire remet un rapport final d'opération dans un délai de 24 mois à compter de la date de réception (fin) de la phase terrain. Le rapport final sera remis en 4 exemplaires papier, dont un non broché, et 1 CD-Rom.

Dans tous les cas, le titulaire s'assure que les documents qu'il remet après exécution correspondent aux opérations de fouilles et de post-fouille réellement exécutées.

4.9. Considérations sociales

Le Ministère de la Culture (MC) et la DRAC Auvergne Rhône Alpes engagés dans une démarche d'obtention du label « Diversité » et « Egalité », souhaitent mobiliser les entreprises dans le cadre de sa politique d'achats responsables.

La DRAC Auvergne Rhône Alpes s'engage à mettre en œuvre des procédures et des outils garantissant l'égalité de traitement des personnels dans ses procédures de gestion des ressources humaines. Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations sont engagées à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion RH. Afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, la DRAC Auvergne Rhône Alpes s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions pluriannuel pour lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Compte tenu de ces orientations, il est demandé au titulaire :

1- de remplir le questionnaire élaboré par le Ministère de la Culture et fourni en annexe 1 du règlement particulier de la consultation. Le questionnaire renseigné est transmis à l'adresse électronique suivante cellule-marches.drac.ara@culture.gouv.fr dans les quinze jours suivant la date de notification de l'accord-cadre/ du marché subséquent au titulaire. Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à actualiser ce questionnaire à la date anniversaire de la notification du marché si marché pluriannuel, ou un mois avant l'échéance du marché. Le représentant du pouvoir adjudicateur compare la situation décrite à celle présentée initialement. Le suivi de cette clause est réalisé par la DRAC Auvergne Rhône Alpes et le ministère de la Culture qui s'assurent principalement de son effectivité et de son actualisation par le titulaire.

2- de s'interroger sur ses propres pratiques et de s'inscrire dans (ou à poursuivre) une démarche de lutte contre les discriminations et de promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Le candidat précise dans son offre l'action ou les actions qu'il entend mettre en œuvre envers les personnes affectées à l'exécution de l'accord cadre en matière de prévention et de lutte contre les discriminations au travail (formation, diagnostic, action de GRH, etc.). Chaque action présentée est accompagnée d'un planning de déploiement sur la durée de l'accord cadre.

4.10. Considérations environnementales

D'une manière générale, le titulaire doit adapter ses procédés et ses moyens de façon à respecter l'environnement.

Le titulaire prend en compte les différentes prescriptions législatives relatives à l'élimination des déchets et la récupération des matériaux ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement. Les mesures particulières destinées à protéger l'environnement du chantier font l'objet de la part du titulaire de l'établissement d'un plan d'assurance environnement. Il tient compte notamment des prescriptions qui suivent :

- Il prend toutes les mesures utiles pour prévenir et interdire les souillures et pollutions de toutes natures tant atmosphériques que terrestres ou aquatiques, notamment en dehors des emprises de chantier.
- Il a à sa charge les moyens techniques mis en œuvre pour respecter les règlements en vigueur relatifs aux limitations des nuisances et des pollutions des eaux.
- Il fait son affaire pour ses propres installations des formalités qu'imposent les textes. Les rejets dans les réseaux d'écoulement existants des produits de lavage des engins, des produits de vidange, de lubrifiants ou de carburants sont formellement interdits.
- Tout rejet d'hydrocarbures est interdit, les produits de vidange doivent être recueillis et évacués en fûts fermés. De même, tout déversement de déchets liquides ou solides, même inertes (terres, boues, ...) est pros crit.
- Les déchets de chantier issus de la fouille sont gérés conformément aux dispositions de l'article 36 du CCAG de travaux. Aux fins de contrôle et de suivi, le titulaire assure la traçabilité des déchets. En cas de manquement du titulaire à ses obligations, les déchets non enlevés peuvent être transportés d'office, à ses frais.

4.11 Traitement de données à caractère personnel

En cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement général sur la protection des données (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016. Il apporte à l'acheteur des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

4.12. Obligations administratives en cours d'exécution

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiés au maître de l'ouvrage.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire à l'adresse suivante sur la boîte fonctionnelle suivante: cellule.marches.drac.ara@culture.gouv.fr

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

En application des dispositions des articles L.8291-1 et suivants du code du travail, la carte professionnelle sécurisée des salariés du secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) est obligatoire pour toute personne travaillant sur un chantier et doit être présentée aux agents de contrôle.

Le maître d'ouvrage peut vérifier auprès de l'union des caisses mentionnée à l'article R. 8291-2 du code du travail que les salariés du titulaire d'un sous-traitant direct ou indirect ou d'un cocontractant d'un sous-traitant ont été déclarés auprès de cet organisme et que leurs cartes ou attestations ont été émises par celui-ci.

Le salarié titulaire d'une carte d'identification professionnelle ou de l'attestation provisoire est tenu de la présenter sans délai à la demande du maître d'ouvrage ou d'un donneur d'ordre intervenant sur le chantier où le salarié exerce son activité.

4.13. Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès

lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombent, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

4.14. Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire.

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire. [Le titulaire doit prouver l'impossibilité temporaire de poursuivre l'exécution du marché en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants (Ex : exercice du droit de retrait par les salariés - art. L. 4531-1 C. travail -, adaptation des conditions de travail à la situation sanitaire), ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive].

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

4.15. Ajournement des fouilles par l'acheteur.

Conformément à l'article 53 du CCAG de travaux, l'ajournement des fouilles peut être décidé par le maître d'ouvrage. Il fait l'objet d'une décision expresse de ce dernier et donne lieu, suivant les modalités indiquées à l'article 11 dudit CCAG, à la constatation des ouvrages et parties d'ouvrages exécutés et des matériaux approvisionnés.

La décision est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, le maître d'ouvrage précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

La fin de l'ajournement est prononcée par le maître d'ouvrage dès lors que les conditions de reprise sont réunies.

Le maître d'ouvrage ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cet ajournement.

Le titulaire, qui conserve la garde du chantier, a droit à être indemnisé des frais que lui impose cette garde. Une indemnité d'attente de reprise des travaux peut être fixée suivant les modalités prévues aux articles 13.3. et 13.4. du CCAG de travaux.

Il a également droit à indemnisation du préjudice subi s'il démontre le lien direct entre ce préjudice et l'ajournement des travaux.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet du marché ;
- les coûts de remise en état à l'issue de l'ajournement en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période d'ajournement.

4.16. Prolongation du délai d'exécution des prestations de fouille et post fouille

Lorsque la demande de prolongation ou de report émane du titulaire, elle intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées au présent marché.

Sur la base des éléments remis par le titulaire, le maître d'ouvrage peut décider de la prolongation du délai de réalisation de l'ensemble de la phase de fouille ou de post-fouille. Il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de prolonger le délai d'exécution des fouilles ou de reporter le début des fouilles peut également être prise unilatéralement par le maître de l'ouvrage. Dans ce cas, il en informe le titulaire dans les mêmes conditions que décrit ci-dessus.

En cas de prolongation ou de report, le nouveau délai est d'une durée suffisante pour la réalisation des travaux.

4.17. Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation du marché sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le titulaire ne peut se voir indemniser que des pertes subies imputables à l'évènement constitutif de force majeure. L'indemnisation figure dans le décompte de résiliation établi conformément aux dispositions de l'article 51.2 du CCAG de travaux.

4.18. Indemnisation

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article 55.1 du CCAG de référence, relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

4.19. Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'Économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques.

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de 10% du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

4.20. Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par l'article 55.1 du CCAG et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

4.21. Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment). Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf. article « Forme des notifications et des informations »).

5. REGIME FINANCIER

5.1 Monnaie et TVA

5.1.1. Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

5.1.2. Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

5.1.3. Frais particuliers

Sans objet.

5.2 Forme et contenu des prix

Les prix du marché sont mixtes. Le marché s'exécute par la réalisation de prestations à prix unitaires et à prix forfaitaires.

Les prix sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée (TVA). Les prix sont indiqués à l'annexe financière à l'acte d'engagement et réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Ils sont établis hors T.V.A. :

- en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement,
- en tenant compte des dépenses liées à des sondages et/ou analyses géotechniques complémentaires éventuellement réalisés à l'initiative de l'entreprise,
- en tenant compte des dépenses liées à des compléments de diagnostics, relevés de réseaux complémentaires éventuellement réalisés à l'initiative de l'entreprise,
- en tenant compte des indemnités de dommages résultant de l'extraction, du transport, du dépôt des matériaux, de l'exécution des ouvrages ou des accidents de toute nature, causés par les travaux,
- en tenant compte des frais de transport, de pesage, de mesurage, d'essais, de réception des matériaux et des ouvrages, des frais et des sujétions relatives à l'écoulement des eaux et aux épuisements,

- en tenant compte des frais de géomètre, de dessin, de reproduction de plans, d'études complémentaires de toute nature et de piquetage des ouvrages,
- en tenant compte des frais et des sujétions occasionnées par le travail simultané d'autres entreprises sur le chantier ou à proximité,
- en tenant compte des avaries provoquées par la main-d'œuvre ou même la négligence de ses ouvriers,
- en tenant compte des frais supplémentaires qu'entraînerait la nécessité de travailler au-delà de la durée normale des heures de travail journalier. En particulier, le maître d'ouvrage pourra prescrire des travaux pendant les journées habituellement chômées ou de nuit lorsqu'un retard sera constaté sur le planning d'avancement des fouilles,
- en tenant compte des frais de logement des intervenants, le paiement des indemnités de déplacement, de transport et de paniers,
- en tenant compte de toutes fournitures, transport, mise en œuvre et autres sujétions afin de réaliser des ouvrages suivant les règles de l'Art,
- en tenant compte des sujétions éventuelles liées à la présence de réseaux existants : ligne H.T., fossés, réseaux divers : E.U., ou autres.

Le prix global et forfaitaire et les prix unitaires portés à l'annexe financière à l'acte d'engagement du titulaire s'entend pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, des travaux de fouilles et d'étude.

-sur la base de la définition des prestations, telles qu'elles figurent aux documents de consultation sans aucun caractère limitatif, et quelles que soient les imprécisions ou omissions que pourraient présenter ces pièces, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées, les compléter par toutes les prestations annexes, de détail ou techniques, nécessaires à une parfaite finition, qui ne sont pas décrites ou mentionnées dans les documents de son marché. Le prix global et forfaitaire et les prix unitaires comprennent également tous les frais de fourniture et d'analyse. Sur demande du maître de l'ouvrage, le titulaire fournit dans un délai 3 jours les sous-détails du prix unitaire qui lui seront demandés.

Le contenu des prix est établi conformément à l'article 9 du CCAG de travaux.

5.3. Variation des prix

Le prix est réputé ferme pour toute la durée d'exécution du marché. Il n'est ni révisable, ni actualisable.

Il est établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de remise de l'offre, dit « mois MO » lequel correspond au mois du dépôt de l'offre.

Il est actualisable dans les conditions prévues aux articles R 2112-9 et suivants du Code de la Commande Publique.

5.4. Modalités de rémunération du titulaire et de règlement des comptes

5.4.1. Avances

Le taux de l'avance est de 30%. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché rédaction.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

5.4.2. Acomptes

Tout versement d'acompte s'effectue, dans le cadre des articles L2191-4 et R 2191-20 à R 2191-22 du code de la commande publique, sur la base des prestations réellement effectuées.

Par dérogation à l'article 12 du CCAG de travaux, la **périodicité des acomptes est libre. Toutefois, un seul acompte mensuel sera possible (une demande d'acompte par mois au maximum).**

5.4.3. Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s)

Retenue de garantie

Le marché ne comprend pas de retenue de garantie.

Cession/ nantissement du marché

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un cotraitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

Comptables assignataires

Les comptables assignataires compétents sont :

- o les contrôleurs budgétaires et comptables ministériels (CBCM) rattachés aux ministères pour les dépenses relevant des ordonnateurs principaux
- o les comptables assignataires visés par les arrêtés suivants pour les dépenses relevant des ordonnateurs secondaires :
 - l'arrêté du 23 décembre 2019, modifié, fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires des services civils de l'Etat

Ces arrêtés peuvent faire l'objet d'une mise à jour annuelle et sont publiés au Journal officiel de la République française JORF.

5.4.4. Projets de décompte

Chaque acompte correspond au montant des sommes dues au titulaire pour l'intervalle compris entre deux décomptes successifs.

Par dérogation à l'article 12 du CCAG de travaux, la périodicité de l'envoi des projets de décompte est libre. Toutefois, le titulaire ne pourra fournir qu'une seule demande d'acompte par mois. Le titulaire envoie au maître d'œuvre, **son projet de décompte via chorus travaux accompagné de demande de paiement (facture) dans les conditions précisées à l'article 5.6 du présent CCAP.**

Le projet de décompte est accompagné du calcul de la révision de prix applicable et des factures des sous-traitants éventuels contresignées pour acceptation, conformément à l'article 13.1.7 du CCAG de services. Le maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte établi par le titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte.

Décompte final

Par dérogation à l'article 12.3 du CCAG de travaux

Après l'achèvement des travaux, un projet de décompte final est établi concurremment avec le projet de décompte afférent à la dernière période d'exécution des prestations ou à la place de ce dernier.

Ce projet de décompte final est la demande de paiement finale du titulaire, établissant le montant total des sommes auquel le titulaire prétend du fait de l'exécution du marché dans son ensemble, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées.

Le projet de décompte final est établi à partir des prix initiaux du marché comme les projets de décomptes et comporte les mêmes parties que ceux-ci, à l'exception des approvisionnements et des avances. Ce projet est accompagné des éléments et pièces mentionnés à l'article 12.1.7 du CCAG de travaux s'ils n'ont pas été précédemment fournis.

Le titulaire transmet son projet de décompte final au maître d'œuvre, dans le délai de quarante-cinq jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux ou, en l'absence d'une telle notification, à la fin de l'un des délais de trente jours fixés aux articles 41.1.3 et 41.3 du CCAG de travaux.

Toutefois, s'il est fait application des dispositions de l'article 41.5 du CCAG de travaux, la date du procès-verbal constatant l'exécution des travaux visés à cet article est substituée à la date de notification de la décision de réception des travaux comme point de départ des délais ci-dessus.

S'il est fait application des dispositions de l'article 41.6 du CCAG de travaux, la date de notification de la décision de réception des travaux est la date retenue comme point de départ des délais ci-dessus. En cas de retard dans la transmission du projet de décompte final par le titulaire, et après mise en demeure restée sans effet, le maître d'œuvre établit d'office le décompte final aux frais du titulaire. Ce décompte final est alors notifié au titulaire avec le décompte général tel que défini ci-dessous (cf. solde).

Le titulaire est lié par les indications figurant au projet de décompte final. Dans le projet de décompte final, le titulaire doit récapituler les réserves qu'il a émises et qui n'ont pas été levées, sous peine de les voir abandonnées.

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte final établi par le titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte final. En cas de rectification du projet de décompte final, le paiement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par le maître d'œuvre. Le projet de décompte final est établi, en deux exemplaires.

Décompte général – Solde

Le projet de décompte général est établi dans les conditions définies ci-dessous par dérogation à l'article 12.4 du CCAG de travaux.

Le maître d'œuvre établit le projet de décompte général qui comprend :

- le décompte final ;
- L'état du solde, établi à partir du décompte final et du dernier décompte, dans les mêmes conditions que celles qui sont définies à l'article 12.2.1 du CCAG de travaux pour les acomptes;
- la récapitulation des acomptes et du solde.

Le montant du projet de décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

Le projet de décompte général est signé par le représentant du pouvoir adjudicateur et devient alors le décompte général.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général avant quarante jours après la date de remise au maître d'œuvre du projet de décompte final par le titulaire

Si le représentant du pouvoir adjudicateur ne notifie pas au titulaire, dans les délais stipulés ci-dessus, le décompte général signé, celui-ci lui adresse une mise en demeure d'y procéder. L'absence de notification au titulaire du décompte général signé par le représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de trente jours à compter de la réception de la mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif compétent en cas de désaccord. Si le décompte général est notifié au titulaire postérieurement à la saisine du tribunal administratif, le titulaire n'est pas tenu, en cas de désaccord, de présenter le mémoire en réclamation mentionné à l'article 55.1 du CCAG de travaux.

A compter de la date d'acceptation du décompte général par le titulaire, ce document devient le décompte général et définitif, et ouvre droit à paiement du solde.

Dans un délai de quarante-cinq jours compté à partir de la notification du décompte général, le titulaire renvoie au représentant du pouvoir adjudicateur, avec copie au maître d'œuvre, le décompte général revêtu de sa signature, sans ou avec réserves, ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

Si la signature du décompte général est donnée sans réserve par le titulaire, il devient le décompte général et définitif du marché.

Ce décompte lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne le montant des intérêts moratoires afférents au solde.

La date de réception du décompte général et définitif par le représentant du pouvoir adjudicateur constitue le point de départ du délai global de paiement.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le représentant du pouvoir adjudicateur règle, dans un délai de trente jours à compter de la date de réception de la notification du décompte général assorti des réserves émises par le titulaire ou de la date de réception des motifs pour lesquels le titulaire refuse de signer, les sommes admises dans le décompte final. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

Ce désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 50 du présent CCAG de travaux.

Si les réserves sont partielles, le titulaire est lié par son acceptation implicite des éléments du décompte général sur lesquels ses réserves ne portent pas.

Dans le cas où le titulaire n'a pas renvoyé le décompte général signé au représentant du pouvoir adjudicateur, dans le délai de quarante-cinq jours fixé, ou encore, dans le cas où, l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les motifs de ses réserves, en précisant le montant de ses réclamations comme indiqué à l'article 50.1.1 du CCAG de travaux, ce décompte général est réputé être accepté par lui ; il devient alors le décompte général et définitif du marché.

5.5. Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

5.6. Modalités de facturation

5.6.1. Mentions obligatoires

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur (nom, adresse, SIRET) et du destinataire de la facture
le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement):
CGF0000069
- les références du marché, (numéro d'engagement juridique remis lors de la notification du marché)
- les références bancaires (n° de compte)
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries d'exécution des travaux

- la quantité et la dénomination précise des travaux réalisés : l'état d'avancement détaillé selon la DPGF¹
- le montant hors taxe des prestations à payer au titre de l'état d'avancement, en distinguant les prestations au titre des prestations initiales, celles liées aux travaux non prévus,
- les taux et montant de la T.V.A., à payer au titre de l'état d'avancement,
- le montant Toute Taxe Comprise à payer au titre de l'état d'avancement
- le cas échéant, le numéro de l'ordre de service.

5.6.2. Transmission des factures

Les prestations font l'objet de demandes de paiements prenant la forme :

- de projets de décompte périodique établis conformément aux stipulations du présent marché.
- de projet de décompte final/général établis conformément aux stipulations du présent marché La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures.

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

¹ Les travaux en moins-value doivent être directement impactés dans l'avancement de la DPGF initiale. Les travaux en plus-value font l'objet d'un avancement détaillé à la suite de la DPGF initiale.

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :
<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1/>

Il est rappelé que l'utilisation du portail CHORUS PRO est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le numéro SIRET de l'Etat : 11000201100044

Le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement):
CGF0000069

Les demandes d'acomptes et le ou les décomptes finaux devront être déposées à partir de l'onglet « Factures émises ».

5.7. Travaux non prévus

5.7.1. Travaux modificatifs

Il est précisé que le maître d'ouvrage peut être amenés au cours de l'exécution du marché à modifier l'importance des prestations prévus dans les marchés. Les travaux modificatifs sont réglés conformément à l'article 13 du CCAG de travaux.

En complément de l'article 13 du CCAG de travaux, il est précisé que le devis remis par le titulaire doit être accepté par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

5.7.2. Dépassement du montant initial des travaux

Les augmentations limites du montant des travaux par rapport aux montants contractuels initiaux sont fixées à l'article 14.3 du CCAG de travaux. Au-delà de ces limites, et en complément de l'article 14 du CCAG de travaux, la poursuite de l'exécution des travaux est subordonnée à la notification d'une décision de poursuivre par le pouvoir adjudicateur ou son représentant ou à la conclusion d'un avenant.

5.8 Régime des droits de propriété intellectuelle relatif aux résultats

5.8.1 Définitions

Les « résultats » désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations objet du marché, tels que notamment les œuvres de l'esprit, les bases de données, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les études, inventions, dessins, maquettes, logiciels, documents écrits ou graphiques, sur supports matériels ou électroniques, ainsi que les prestations de direction, d'examen, de vérification et de gestion utiles à la réalisation et à l'exploitation, par d'autres opérateurs économiques, des ouvrages/prestations visés par le marché, et, plus généralement, tous les éléments susceptibles de protection ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, les droits de la personnalité.

Le « savoir-faire » est un ensemble d'informations pratiques non brevetées, résultant de l'expérience et testées, qui est :

- secret, c'est-à-dire qu'il n'est pas généralement connu ou facilement accessible ;
- substantiel, c'est-à-dire important et utile pour la production des résultats et ;
- identifié, c'est-à-dire décrit d'une façon suffisamment complète pour permettre de vérifier qu'il remplit les conditions de secret et de substantialité.

Les « droits de propriété intellectuelle » désignent les droits de propriété industrielle et les droits de propriété littéraire et artistique.

Les droits de propriété littéraire et artistique désignent les droits d'auteur et les droits voisins du droit d'auteur régis par le code de la propriété intellectuelle ainsi que les droits de même nature reconnus à l'étranger ou en application d'accords, conventions et traités internationaux.

Les « titres de propriété industrielle » désignent les titres de propriété industrielle et les demandes de titres régis par le code de la propriété intellectuelle tels que notamment les brevets, les marques, les dessins et modèles, les topographies de semi-conducteurs, les certificats d'utilité, les certificats complémentaires de protection ainsi que les titres ou demandes de titres délivrés à l'étranger ou en application d'accords, conventions et traités internationaux. La liste des titres de propriété industrielle afférents aux résultats est annexée au marché et complétée au fur et à mesure de l'exécution du marché.

Les « connaissances antérieures » désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont incorporés aux résultats et/ou sont utilisés dans le cadre du marché mais qui ont été réalisés dans un cadre extérieur et indépendamment du marché, tels que, notamment, les œuvres de l'esprit, les bases de données, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les études, inventions, dessins, maquettes, logiciels, documents écrits ou graphiques, sur supports matériels ou électroniques, ainsi que les prestations de direction, d'examen, de vérification et de gestion utiles à la réalisation et à l'exploitation, par d'autres opérateurs économiques, des ouvrages ou équipements visés par le marché, et, plus généralement, tous les éléments susceptibles de protection ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, les droits de la personnalité, et qui appartiennent au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre ou à des tiers, ou qui leurs sont concédés en licence.

Les « tiers désignés dans le marché » sont l'ensemble des services relevant du ministère de la Culture. Ils sont soumis aux mêmes obligations que le maître d'ouvrage pour l'utilisation des résultats.

5.8.2 Régime des connaissances antérieures

La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures. Le maître d'ouvrage et le titulaire restent titulaires chacun en ce qui le concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures.

Lorsque le maître d'œuvre incorpore des connaissances antérieures dans les résultats ou utilise des connaissances antérieures qui sont disponibles sous un régime de licence libre ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, le titulaire concède, à titre non exclusif, au maître d'ouvrage et aux tiers désignés dans le marché le droit d'utiliser de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, les connaissances antérieures strictement nécessaires pour utiliser les résultats, pour les besoins découlant de l'objet du marché. Ce droit comprend le droit de reproduire, de dupliquer, de charger, d'afficher, de stocker, d'exécuter, de représenter les connaissances antérieures pour utiliser les résultats.

La concession des droits sur les connaissances antérieures est comprise dans le prix du marché. Les droits sont concédés pour la durée des droits d'utilisation portant sur les résultats.

Les droits de modification, d'adaptation, de traduction s'exercent le cas échéant dans les conditions prévues par les documents particuliers du marché.

Au cours de l'exécution du marché, le titulaire ne peut utiliser ou incorporer, sans l'accord préalable du maître d'ouvrage, des connaissances antérieures nécessaires à la réalisation de l'objet du marché qui seraient de nature à limiter ou à rendre plus coûteux l'exercice des droits afférents aux résultats.

5.8.3 Régime des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature relatifs aux résultats

Le titulaire cède à l'acheteur à titre non exclusif les droits de propriété intellectuelle afférents aux Résultats définis ci-après pour :

- La durée des droits patrimoniaux de l'auteur.
- Le monde entier
- Tous type de supports : papiers, informatiques...
- Les modes d'exploitation suivants :
 - L'utilisation pour les besoins scientifiques de la DRAC / ministère de la Culture
 - La publication sur tous supports aux fins d'information du public ;
 - L'insertion au sein de tout projet archéologique
 - L'insertion dans tout projet de conservation du patrimoine notamment comme « point de comparaison »
 - La mise en ligne à titre gratuit sur les sites internet édités ou co-édités par la DRAC / ministère de la Culture ou ses partenaires.
 - Le téléchargement des listes de résultats de recherche
 - La communication institutionnelle interne ou externe de la DRAC / ministère de la Culture, et notamment dossiers de presse, communiqués de presse télédiffusés, films promotionnels, ainsi que toute autre utilisation non commerciale d'information et de communication organisée ou coorganisé par la DRAC ou ses partenaires
 - L'utilisation dans le cadre de conférences, séminaires, cours auxquels participe la DRAC/ le ministère de la Culture ou ses partenaires
 - L'archivage

Les droits de propriété de propriété intellectuelle objets de la cession comprennent dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction et de représentation et notamment d'adaptation, d'arrangement, de correction, de traduction, d'incorporation afférents aux résultats ainsi que le droit de distribuer les résultats pour les modes d'exploitation listés ci-dessus

L'acheteur peut rétrocéder les droits, objets de la présente cession, à tout tiers de son choix dans les limites des modes d'exploitation mentionnés dans le marché.

5.8.4 Prix de la cession des droits

Le prix de la cession est compris dans le prix du marché. En cas d'exploitation commerciale, la cession des droits est réalisée à titre gratuit.

6. SOUS-TRAITANCE

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du maître d'ouvrage le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant. Le maître d'ouvrage doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Dans l'hypothèse où le sous-traitant recourt lui-même à la sous-traitance, il doit, préalablement à toute exécution des travaux, obtenir l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de ce sous-traitant indirect auprès du maître de l'ouvrage. Les dispositions de l'article 3.6.2. du CCAG de travaux sont applicables. Le sous-traitant qui recourt lui-même à la sous-traitance est tenu de délivrer une caution personnelle et solidaire.

Le paiement du sous-traitant s'effectue conformément aux articles R.2193-10 et suivants du code de la commande publique.

7. PENALITES

Par dérogation à l'article 19 du CCAG de travaux :

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité. Les pénalités sont applicables de plein droit, par simple constatation, sans mise en demeure préalable. Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités sont appliquées sur les acomptes par dérogation à l'article 19.3 du CCAG de travaux.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés, les pénalités et les primes sont réparties entre les membres du groupement conformément aux indications données par le mandataire. Dans l'attente de ces indications, les primes ne sont pas payées et les pénalités sont retenues en totalité sur les sommes dues au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du représentant du pouvoir adjudicateur à l'égard des autres entrepreneurs.

7.1. Pénalités pour retard dans l'exécution des fouilles

Du simple fait de la constatation, par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG de travaux, par le maître d'œuvre, d'un retard par rapport au calendrier détaillé d'exécution des fouilles éventuellement modifié, le titulaire encourt une pénalité journalière, calendaire, de deux cents (200) euros par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG de travaux.

L'application de ces pénalités, par dérogation à l'article 19.2.5 ne donne pas lieu à un remboursement si le délai global est respecté.

7.2. Pénalités pour retard et absence de participation ou retard aux réunions de chantier

Tout retard ou absence d'un représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué encourt la pénalité de soixante-quinze (75) euros.

7.3. Pénalités liées au repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

En cas de retard constaté par la maîtrise d'ouvrage dans le dégagement, le nettoyage et la remise en état des voies de circulation le cas échéant, le titulaire encourt une pénalité de cinq cent (500) euros par jour calendaire de retard.

7.4. Plafonnement des pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.2, le montant des pénalités est plafonné à 30% du montant total du marché (partie forfaitaire et partie à prix unitaire).

7.5. Seuil d'exonération des pénalités

Le seuil d'exonération des pénalités est fixé à 1.000 euros HT pour l'ensemble du marché. Le terme d'exonération s'entend strictement. La totalité des pénalités est due si le seuil de 1 000 euros est dépassé.

8. RESPONSABILITE ET ASSURANCES

8.1 Responsabilité

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur. À ce titre, le titulaire répond des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4 du code civil.

8.2. Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un

dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes de l'ouvrage.

Les polices d'assurance prévoient les plafonds minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4M euros par sinistre.
- dommages matériels et/ou immatériels : 10 000 000 euros par sinistre.

8.3. Assurances de responsabilité civile décennale

L'opération- qui comprend le terrassement- est soumise à l'obligation d'assurance de responsabilité civile décennale prévue par l'article L.241-1 du code des assurances et le montant prévisionnel de l'opération est inférieur à 15 millions d'euros HT.

Le titulaire déclare avoir souscrit une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- garantie effondrement avant réception ;
- responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun.

Le titulaire justifie de sa police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances émanant de sa société d'assurances conforme au modèle standard défini par la Fédération Française des Sociétés d'Assurance (FFSA).

Les attestations précisent le montant maximum des chantiers pour lesquels les garanties sont délivrées, la mention selon laquelle les garanties sont délivrées au coût de l'ouvrage. Chaque intervenant doit être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants doivent prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

8.4 Dispositions communes

En application de l'article L. 241-1 du code des assurances et par dérogation à l'article 8.2 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire fournit une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance.

Sur simple demande du maître de l'ouvrage, le titulaire justifie qu'il acquitte ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc...) est notifiée au maître de l'ouvrage.

Le titulaire mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner, après mise en demeure restée infructueuse, la résiliation du marché par le maître de l'ouvrage.

9. RESILIATION

Le maître d'ouvrage peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique. Outre les cas de résiliation prévus au CCAG visé par le marché, le marché peut être résilié dans les conditions suivantes :

- En cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail le marché sera résilié, aux torts du titulaire selon les dispositions prévues par le CCAG.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5%.

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

10. DIFFERENDS ET LITIGES

10.1. Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique : Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics de

*Lyon DIRECCTE
CCIRA de Lyon,
1 boulevard Vivier Merle
69443, Lyon Cedex 03, F
Téléphone : (+33) 4 26 99 28 33*

10.2. Litiges et contentieux

Le présent marché est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Lyon :

Palais des Juridictions administratives

184, rue Duguesclin

69433 Lyon Cedex 03

Téléphone : 04 87 63 50 00

Télécopie : 04 87 63 52 50

Courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr

Permanence des urgences : 06 18 99 59 64 les samedis, dimanches et jours fériés

11. DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après:

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
4.8.2	40	Remise d'un rapport final d'opération
5.4.2 Acomptes	12	Périodicité libre
5.4.4 Projet de décomptes	12	Périodicité libre
5.4.4 Projet de décomptes	12.3	Décompte final
5.4.4 Projet de décomptes	12.4	Décompte général- solde
7. pénalité	19	Païement sur acompte
	12.2.1	Pas d'application de la variation sur le montant des pénalités
7.1 Pénalité pour retard	19.2	Application des pénalités sur simple constatation- montant de la pénalité 500 euros /jour
7.2 Pénalités pour absence de participation ou retard aux réunions de chantier	19	Ajout d'une pénalité supplémentaire 75 euros et 300 euros
7.3 Pénalités liées au repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	19	Ajout d'une pénalité supplémentaire 500 euros /jour
7.4 Pénalités liées à la remise des échantillons et documents	19	Ajout d'une pénalité supplémentaire

		100 euros /jour
7.5 Pénalités pour absence de respect des observations du coordonnateur SPS	19	Ajout d'une pénalité supplémentaire 750 euros /jour et 1000 euros/constat
7.7 Plafonnement des pénalités	19.2.2	Plafonnement des pénalités
8.3 Dispositions communes	8.2	Remise attestation d'assurance